



Répression contre une pédagogie émancipatrice

Certaines écoles et classes en France appliquent les méthodes d'enseignement « Freinet », une pédagogie innovante et engagée qui vise à l'émancipation de chaque élève et, in fine, à combattre un système éducatif inéquitable. Pourtant celles et ceux qui la pratiquent font l'objet d'une surveillance hostile, voire de mesures punitives.

Institut coopératif de l'Ecole moderne - Icem - pédagogie Freinet

Les enseignant-e-s appartenant à l'Icem (Institut coopératif de l'Ecole moderne) - pédagogie Freinet revendiquent une école laïque, émancipatrice, coopérative, une école où la « méthode naturelle » permet à l'enfant d'être auteur-e, une école où chacun-e est reconnu-e, accueilli-e, respecté-e avec une réelle égalité des droits, une école ouverte à la vie.

Célestin Freinet (1896-1966) a développé une forme de pédagogie émancipatrice où le travail permet de lutter contre l'aliénation, de transformer, de se transformer, et/ou de transformer le monde. La personnalisation des apprentissages, la coopération, l'expression libre, la créativité, le « tâtonnement expérimental » et l'ouverture sur le milieu et la vie en sont les fondements actualisés au sein de l'Institut coopératif de l'Ecole moderne.

Une équipe formée à la pédagogie Freinet a été mise en place en 2001 dans un quartier défavorisé de Mons-en-Barœul, près de Lille, dans un établissement dans lequel les résultats étaient médiocres et le climat scolaire émaillé de violences. Yves Reuter écrivait en 2007, sur le site du Café pédagogique, à propos de cette école Freinet, que le suivi effectué par une équipe de chercheur-e-s permettait de soulever un paradoxe : « Cette école est très marginale, alors qu'elle est à fond dans la prescription telle qu'elle existe dans les programmes. [Les enseignant-e-s] arrivent à réaliser ce que l'institution-Ecole semble réclamer comme fonctionnement, sans arriver à le mettre en œuvre. »⁽¹⁾

La contradiction évoquée est liée à une injonction paradoxale de l'Education nationale que l'on peut considérer comme une forme d'aliénation pour les enseignant-e-s : afficher la volonté de faire réussir tous les élèves, alors que l'intention cachée de sélectionner les meilleurs, pour former une élite, est bel et bien présente⁽²⁾. Les résultats des enquêtes internationales Pisa (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) révèlent que le système éducatif français est inéquitable et inefficace, et que les inégalités se sont accrues ces dernières années.

Le cas de la répression qui s'est abattue tout récemment sur Hélène Careil⁽³⁾, à l'école Freinet de Bobigny, qui travaillait depuis des années dans un milieu très précarisé, amène à se poser une question : les enseignant-e-s qui perdent leur liberté pédagogique⁽⁴⁾ peuvent-ils (elles) aujourd'hui, dans un contexte

aliénant de mise en concurrence et de contrôle de plus en plus accru, mettre en œuvre une pédagogie démocratique et émancipatrice dans leurs classes, sans se mettre en danger ?

Pédagogie émancipatrice, éducation à la démocratie

La place de la démocratie est très importante, en pédagogie Freinet. Pour Freinet, la démocratie de demain passe par la démocratie à l'école. Un régime autoritaire à l'école ne saurait être formateur de citoyen-ne-s démocrates. Le conseil de coopérative, où s'élaborent les règles de vie, où sont régulés les problèmes de comportement et d'apprentissage sans arbitraire, et au sein duquel peuvent être organisés les projets individuels, de groupes, ou collectifs, représente une forme d'éducation à la démocratie, ainsi que les débats et l'expression libre. La pédagogie Freinet est par essence une voie

« On constate une injonction paradoxale de l'Education nationale, forme d'aliénation pour les enseignant-e-s : afficher la volonté de faire réussir tous les élèves, alors que l'intention cachée de sélectionner les meilleurs, pour former une élite, est bel et bien présente. »

d'émancipation pour une école populaire. Les enseignant-e-s qui revendiquent leur appartenance à l'Icem (Institut coopératif de l'Ecole moderne) - pédagogie Freinet précisent « [situer leur] action dans un mouvement de transformation sociale fondée sur l'émancipation individuelle et collective, la coopération et la solidarité ». L'Icem ne « [réduit] pas l'école à un lieu d'apprentissage scolaire : elle est un lieu de vie et de ce fait, aussi, un lieu d'apprentissage de la démocratie » (Manifeste pour une école populaire, p. 26)⁽⁵⁾. Ils (elles) revendiquent une école laïque, émancipatrice, coopérative, une école où la « méthode naturelle » permet à l'enfant d'être auteur-e, une école où chacun-e est reconnu-e, accueilli-e, respecté-e avec une réelle égalité des droits, une école ouverte à la vie.

L'analyse des lois, décrets et programmes mis en place met en évidence l'intention de transformer l'école républicaine en un espace de sélection des élites. Ce phénomène s'est accéléré avec la disparition de la carte scolaire et la publication des résultats des évaluations nationales dont l'objectif n'est pas d'accompagner les élèves en faisant un diagnostic, mais de classer les établissements et d'évaluer les enseignant-e-s, via les résultats obtenus par leurs élèves... L'évaluation des CM2, en janvier 2008, portait sur l'ensemble du programme et culpabilisait élèves, familles et enseignant-e-s. C'est cette mesure qui a déclenché la désobéissance civile de certain-e-s enseignant-e-s⁽⁶⁾.

(1) Yves Reuter, « Des écoles Freinet sur la loupe de l'université », septembre 2007 (www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/86_ICEM_Des%C3%A9colesFreinetsurlaloupedel'Universit%C3%A9.aspx).

(2) Jean-Paul Delahaye, « Comment l'élitisme social est maquillé en élitisme républicain », mars 2019 (www.inegalites.fr/Comment-l-elitisme-social-est-maquille-en-elitisme-republicain).

(3) Nicolas Mathey et Olivier Chartrain, « A Bobigny, enfants et professeurs font les frais de la répression », avec le chapô « Un projet d'école saccagé, une enseignante mutée de force, des enfants désespérés, et des familles en colère : les dégâts de la reprise en main de l'école Marie-Curie, qui depuis vingt ans pratiquait avec succès la pédagogie Freinet, sont considérables », in *L'Humanité Dimanche* du 8 au 14 avril 2021, p. 42.

(4) Philippe Meirieu écrit, page 44 du même journal : « Dans l'école publique, l'enseignant est un concepteur qui suit les programmes légitimement décidés par l'Etat, mais avec des méthodes qu'il choisit et conçoit. Or, aujourd'hui, cette liberté est menacée. »

(5) Collectif Icem. *Manifeste pour une école populaire*, éditions Icem pédagogie Freinet, 2020.

(6) François Le Ménahèze, *Désobéir est parfois un devoir*, éditions Les Libertaires, 2020.

« La répression subie par les praticien-ne-s de la pédagogie Freinet, compétent-e-s et très investi-e-s dans leurs postes, les pousse vers la dépression, le congé longue maladie, la fuite, voire la démission, alors que dans les zones de précarité sociale il existe une pénurie d'enseignant-e-s, entraînant le recrutement de contractuel-le-s non formé-e-s. »

L'école dite « de la confiance » fait de l'enseignant-e un-e exécutant-e. Le projet d'école qui devait permettre de fédérer les élèves, les enseignant-e-s et les membres de la communauté éducative est devenu un ensemble de tableaux à remplir selon des axes préétablis. Les programmes de 2015 sur la maternelle insistaient sur une évaluation bienveillante. Ils ont été remplacés par une préparation intensive du CP en grande section, avec une évaluation dès l'entrée en école élémentaire. La programmation imposée par le gouvernement actuellement, avec des méthodes déclinées dans des livrets, est une remise en cause du principe de liberté pédagogique, pourtant inscrit dans le Code de l'éducation.

Pressions sur les praticien-ne-s « Freinet »

Un questionnaire anonyme visant à mettre à jour des phénomènes de tracasseries, harcèlement ou répression a été proposé aux praticien-ne-s Freinet, le 15 avril 2021. Soixante-neuf personnes l'ont déjà rempli.

Une collègue rapporte avoir des problèmes de harcèlement et de répression depuis plusieurs années, à cause de son engagement très fort dans la co-éducation et de son travail pour donner aux enfants de familles très éloignées de la culture scolaire les codes leur permettant de réussir.

Face à des problèmes avec les collègues, la hiérarchie peut non seulement refuser tout soutien, mais en plus conduire à la culpabilisation de la personne qui en est victime. Plusieurs praticien-ne-s Freinet travaillant de manière isolée au sein d'établissements ordinaires font état d'une montée inquiétante des agressions : formes avérées de harcèlement moral, pression et répression. Elles engendrent épuisement professionnel, changements de postes, de régions, dépression, maladies... Tout est prétexte à être utilisé à charge contre l'enseignant-e afin de remettre en cause sa liberté pédagogique. Le fait de réussir dans ses pratiques, d'être impliqué-e, de publier des articles, des ouvrages, d'être l'objet de films qui peuvent être diffusés sur des lieux de formation ou dans les médias ne met pas à l'abri du harcèlement et de la répression, bien au contraire.

L'isolement de celui ou celle qui s'implique beaucoup et travaille autrement n'est pas nécessairement de son fait. Ses collègues souvent le (la) rejettent. Ce phénomène n'est pas le seul fait de l'école primaire. On peut le retrouver dans le second degré et à l'université, où l'enseignement magistral est très majoritaire.

Le questionnaire fait apparaître que certain-e-s enseignant-e-s sont attaqué-e-s en tant que personnes, dans leur « manière de

servir ». Les motifs de sanction sont significativement les mêmes : « avoir failli au devoir de discrétion professionnelle », « avoir porté atteinte au service public d'éducation », « porter gravement atteinte à la réputation de l'administration ». Il est à noter que les sanctions prononcées ne précisent pas de faits reprochés... Afin d'isoler l'individu, la hiérarchie a recours dans certains cas à un recueil de témoignages à charge, enregistrés comme autant de preuves dans le dossier administratif de l'accusé-e, avec des promesses de postes à la clé pour les auteur-e-s des témoignages.

Un nombre exponentiel de postes dits « à profil » sont attribués sur entretien, au cours duquel l'enseignant-e doit montrer sa « loyauté » face aux nouvelles injonctions ministérielles. C'est ainsi qu'en cycle 2 en REP+, des praticien-ne-s qui mettaient en œuvre la méthode naturelle de lecture-écriture avec succès et étaient très bien évalué-e-s, sont exclu-e-s de ce cycle, voire perdent leurs postes. La méthode de lecture imposée privilégie les classes à simple niveau, l'apprentissage syllabique et mécanique de la lecture, ce qui représente un obstacle à la compréhension pour les enfants issus de familles où il n'y a pas de pratiques de lecture.

Une répression aux conséquences lourdes

Le statut d'école expérimentale Freinet a été accordé à l'école de Mons-en-Barœul, mais en 2018, la transformation de postes fléchés en postes à profils a menacé sa survie. La mobilisation intense des parents et des chercheur-e-s a permis de maintenir les praticien-ne-s Freinet sur leurs postes, comme à l'école Bonneveine, à Marseille, mais pas dans d'autres établissements comme Hérouville-Saint-Clair (Calvados) et Aix-en-Provence. A Javrezac, en Charente, l'école fonctionnait en pédagogie Freinet et pédagogie institutionnelle de façon très satisfaisante, accueillant des familles parfois éloignées de la commune. Elle a été contrainte de fermer, du fait de la volonté destructrice de l'inspection et de la complicité de la municipalité issue de la droite conservatrice en 2016.

Tous et toutes les enseignant-e-s Freinet ne sont heureusement pas victimes de harcèlement ou de répression. Certain-e-s « se protègent » en faisant des compromis avec le système, en choisissant des postes moins exposés, dans l'enseignement spécialisé par exemple, et quelques-un-e-s demandent leur détachement ou prennent leur retraite de manière anticipée. D'autres enseignent dans des contextes plus bienveillants. Dans l'organisation pyramidale et infantilisante, maintenant autoritariste, qu'est l'Education nationale, il est encore des personnes, même dans la hiérarchie, qui ne veulent pas être de simples rouages et tentent de préserver une vision démocratique de l'éducation, en prenant parfois des risques. Cependant, cette répression pousse des praticien-ne-s compétent-e-s et très investi-e-s dans leurs postes vers la dépression, le congé longue maladie, la fuite, voire la démission, alors que dans les zones de précarité sociale il existe une pénurie d'enseignant-e-s, entraînant le recrutement de contractuel-le-s non formé-e-s. Les mutations forcées, motivées dans « l'intérêt du service », sont particulièrement destructrices et douloureuses pour ceux et celles qui les vivent, mais aussi pour les enfants et leurs familles.

Ces phénomènes sont inquiétants et dangereux pour l'avenir de l'école et de la société démocratique qu'elle entend construire. Les premiers résultats de cette enquête qui va se poursuivre sont révélateurs des mécanismes d'un système éducatif qui ne peut que continuer à amplifier les inégalités scolaires et sociales, aux antipodes d'une vision démocratique et émancipatrice de l'éducation. ●